

Monde arabe : déstabilisations durables et menaces permanentes

Alain Chouet. Châtel Guyon. 21 mai 2015

(Note : cette conférence a été prononcée en mai 2015 avant l'explosion des phénomènes migratoires en Méditerranée orientale, avant l'intervention séoudienne massive et sanglante au Yémen et avant l'intervention russe en Syrie. Aucun de ces évènements n'en contrarie cependant les termes. Bien au contraire et malheureusement.)

Compte tenu du caractère un peu particulier de mon parcours et de mon passé professionnel, la vision que je peux avoir des problématiques de sécurité est sans doute un peu spécialisée. Je n'ai donc pas l'intention de dire mal ce que les universitaires ou chercheurs disent très bien. Et je tenterai de me borner à une approche « service de renseignement » du phénomène.

Les menaces auxquelles nous sommes aujourd'hui collectivement confrontés sont essentiellement des menaces stratégiques non militaires. Je ne m'étendrai pas sur les problèmes posés par l'espionnage et la prolifération qui sont assez techniques et relèvent de l'action des services spécialisés. Ils touchent assez peu directement le grand public, même si leurs effets peuvent s'avérer à terme désastreux pour nos sociétés. Celles-ci sont d'abord sensibles aux violences immédiates et directes résultant de la violence politique, du terrorisme et de la criminalité transnationale. Depuis l'effondrement du bloc de l'est, la perspective du règlement des contentieux internationaux par l'utilisation en rase campagne des grands corps de bataille paraît assez durablement écartée. L'essentiel des contentieux susceptibles d'évoluer vers la violence organisée n'est plus du domaine de l'idéologie, de conceptions opposées de « l'ordre mondial » ou de la rivalité impériale entre puissances. Il oppose principalement le Nord au Sud, les sociétés nanties aux sociétés appauvries, la culture d'entreprise à la culture de rente.

Dans un tel contexte, les stratégies du faible au faible et du faible au fort prédominent largement sur les stratégies de puissance fondées sur la constitution de grands corps de bataille, la mise en œuvre de moyens lourds et sophistiqués et la course aux armements de la supériorité militaire. Dans la mesure où les acteurs modernes de la violence politique ou de la transgression sociale ne disposent que de moyens faibles ils ne peuvent se développer que dans des refuges ou des sanctuaires inoccupés ou désertés par les puissances d'État traditionnelles et leurs capacités de contrainte. Il peut s'agir des zones grises abandonnées par la puissance publique des États réputés forts. Il s'agit plus souvent de tout ou partie du territoire d'États faillis, d'États échoués, d'États incapables pour une raison ou une autre d'y exercer leur pouvoir régalien de contrôle.

De ce point de vue, le monde musulman et particulièrement les pays dits du « Printemps arabe » présentent d'inquiétantes dérives. Les pires conjectures qui avaient pu être formulées au premier trimestre 2011¹ se sont réalisées un peu partout. Et tous ces « Printemps » ont débouché sur des situations instables et l'émergence de structures faibles. Même si je comprends que la notion « d'Hiver islamiste » succédant rapidement aux espoirs suscités par les « printemps arabes » est jugée politiquement incorrecte, voire inconvenante dans un certain nombre de chancelleries occidentales et jusque dans certaines institutions communautaires, on ne peut

¹ J'avais en particulier fait part de mes inquiétudes dans : « Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », entretiens avec Jean Guisnel, Éditions La Découverte, Paris, 09/2011

échapper à un constat d'état des lieux préoccupant au regard des problèmes de sécurité collective.

En Tunisie et en Égypte, les partis politiques émanant de l'Association des Frères Musulmans se sont emparés du pouvoir au terme de processus électoraux jugés démocratiques par la communauté internationale. Conformément à leurs pratiques héritées de leur charte fondatrice de 1936, les Frères ont fait exactement le contraire de ce qu'ils disaient. Ils ont imposé le monopole de leur emprise politique là où ils s'étaient engagés à respecter le pluralisme. Ils ont organisé de façon plus ou moins formelle l'imposition de la *chari'a* au détriment des systèmes juridiques civils en vigueur. Ils se sont justifié de ces entorses à leurs engagements en invoquant la pression débordante de groupes « salafistes » extrémistes qu'on ne pourrait neutraliser qu'en leur faisant des concessions. L'argument est peu convaincant quand on observe que nombre de leaders de ces groupes salafistes sont issus de la Confrérie, ce qui laisse planer la suspicion quant à la spontanéité de ces surenchères entre tribuns populistes.

Au Caire, les Frères ont donc eu à cogérer la situation avec les armées qui restent les principaux opérateurs économiques du pays. En Tunisie, ils se sont retrouvés face à une situation exceptionnelle dans le monde arabe : l'existence d'une véritable société civile au sens occidental du terme, c'est-à-dire une société comportant une importante classe moyenne ouverte sur le monde, un tissu associatif dense, des syndicats puissants. C'est dans la répartition des tâches entre ces différents pôles que se sont décidées les évolutions locales. Habiles, grâce aux fonds des pétromonarques, à occuper de façon opportuniste les créneaux sanitaires et sociaux désertés par les pouvoirs dictatoriaux, les Frères le sont moins à gérer des États en difficulté et leur appétit de rente les a conduits vers une opposition frontale avec la nomenklatura militaire en Égypte et avec la bourgeoisie entrepreneuriale en Tunisie. Face au désenchantement, voire à la rancœur qu'ont suscitées leurs incapacités économiques et leurs dérives politiques, ils ont dû abandonner rapidement le pouvoir. Mais il serait illusoire de penser qu'ils y ont renoncé. Quand on les connaît un peu, on sait qu'ils ne se résoudront pas aisément à se remettre en cause ou à partager un pouvoir tout neuf qu'ils guignaient depuis un siècle. Ils répondront à la contestation par la violence, mais pas à la manière bien visible des dictateurs en lâchant des troupes en uniforme dans les rues. Ils y répondront à leur manière par des attentats « anonymes », des assassinats politiques, des voitures piégées, l'entretien d'une insécurité permanente qu'ils attribueront à d'invisibles mains étrangères, mécréantes et mal intentionnées qu'ils prétendront être les seuls à pouvoir couper.

En Égypte, leur gestion inepte et leurs excès partisans ont suscité une véritable révolte populaire et amené l'armée à un véritable coup d'État restaurant de fait une dictature militaire qui a rétabli l'ordre mais pas la paix civile car les groupes djihadistes qui sont le bras armé des Frères multiplient au quotidien les attentats à l'explosif, les assassinats de militaires et de policiers et les destructions d'édifices publics.

En Tunisie, où, pour les mêmes raisons, ils ont dû laisser la place à un gouvernement composite de démocrates et de technocrates, ils multiplient également les attaques violentes contre les forces de l'ordre et surtout contre les infrastructures touristiques qui constituent une ressource essentielle du pays. Et avant de devoir lâcher les rênes du pouvoir, ils ont pris soin de décréter un large train de mesures fiscales visant à ruiner la classe moyenne, épine dorsale de cette société civile hostile à leur sectarisme réactionnaire et porteuse d'une démocratie haïssable aux Frères. Et il sera très difficile au nouveau gouvernement de revenir sur ces mesures populistes dont la révocation apparaîtrait aux plus démunis comme un soutien aux « riches ».

Dans les deux cas, la stratégie des Frères est identique : ruiner le pays pour revenir s'y présenter comme des « sauveurs », dispensateurs de la rente que leur servent les pétromonarques pour se mettre à l'abri des défis démocratiques. Dans tous les cas, c'est donc à des rééditions de situations dramatiques ouvrant la voie à l'expression des extrémismes de tous bords que l'on peut s'attendre.

En Libye comme au Yémen, - et comme dix ans plus tôt en Irak - la disparition brutale ou négociée des dictateurs a laissé place à des situations chaotiques et incontrôlées dont on mesure

déjà les conséquences à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Des pouvoirs politiques en trompe-l'œil y dissimulent mal un contrôle effectif du terrain par des bandes armées aux appétits certains mais aux intérêts divergents qui se réclament toutes du wahhabisme et servent de base arrière au djihadisme.

Le cas libyen est malheureusement trop connu et il est inutile de s'y étendre. Le pays a volé en éclats, les prétendants au pouvoir s'y disputent des apparences d'un contrôle en réalité exercé par des bandes criminelles locales qui n'ont comme point commun que de se réclamer du salafisme et de tenter de s'arracher les uns les autres les rentes hydrocarbures et celles du trafic des êtres humains et des migrants d'Afrique qui cherchent désespérément à fuir des dictatures, des guerres ou des situations de non droit qu'étrangement personne ne dénonce en Occident (Soudan, Sud Soudan, Érythrée, Somalie, etc.).

Au Yémen, les déstabilisations systématiques du pays organisées par l'Arabie Séoudite qui craint depuis les années 60 l'agitation et les aspirations démocratiques de ce pays plus peuplé qu'elle de citoyens agités et remuants qui constituent sa principale source de main d'œuvre à bas prix, ont fini par susciter l'émergence d'organisations politico-militaires salafistes actives : un succédané d'Al-Qaïda dans le Sud du pays (AQPA) et, au Nord, la montée en puissance du parti Al-Islah, émanation locale des Frères Musulmans bénéficiant du soutien actif des services séoudiens. Cette dérive n'a pas manqué de provoquer la réaction de la communauté zaydite (branche dissidente du chiisme majoritaire au nord Yémen) qui, sous l'impulsion d'un de ses chefs, Abdal Malik al-Houthi, s'est engagé dans une confrontation directe avec le pouvoir central soutenu par Ryadh. Tout laisse à penser qu'après son « printemps » raté, le Yémen va devenir le champ clos et sanglant de l'opposition régionale entre l'Arabie et l'Iran.

Et au nombre des théâtres d'affrontement régional on retrouve bien sûr l'Irak où l'administration américaine a réintroduit dès 2003 les considérations communautaires, ouvrant la voie à une domination chiite vite contestée par la communauté sunnite en la personne de ses représentants les plus extrémistes soutenus par l'Arabie et le Qatar, comme Abou Moussaab al-Zerqawi, Frère de Jordanie fondateur d'Al-Qaïda en Irak, auxquels sont venus s'agrèger les anciens militaires et fonctionnaires irakiens sunnites - exclus de la vie publique par le « proconsul » américain Paul Bremmer -, pour former « l'Etat Islamique en Irak et au Levant » qui s'étend aujourd'hui sur tout le nord de l'Irak et le nord est de la Syrie également déstabilisée par les puissances sunnites : Arabie, Qatar, Koweït et le parti islamiste turc AKP.

Les royaumes arabes du Maroc et de Jordanie paraissent, aux yeux des opinions publiques occidentales, relativement épargnés par le désordre. Ils le doivent en partie à l'habileté et à la dimension théologique de leurs monarques qui - l'histoire et la légende l'affirment - descendent en droite ligne du Prophète et bénéficient à ce titre d'une certaine légitimité religieuse. Ils le doivent surtout aux importantes concessions qu'ils ont été amenés à faire aux partis politiques islamistes auxquels ils ont bien été contraints de déléguer de vastes espaces de pouvoir avec des résultats aussi peu convaincants qu'en Égypte ou en Tunisie et qui peuvent rapidement évoluer vers la confusion.

Le risque est d'autant plus grand pour le Maroc et la Tunisie que leur sort dépend beaucoup des évolutions potentielles en Algérie. Il n'y a pas eu de « printemps algérien » en 2011 parce qu'il y avait eu déjà un soi-disant « printemps » en 1991, accession au pouvoir par les urnes des Frères Musulmans du FIS, interrompue par un coup d'État militaire, suivie, là comme ailleurs d'une sanglante guerre civile qui a duré plus de dix ans. Même les plus hostiles au pouvoir des « généraux » n'ont pas envie de rééditer l'expérience. Cependant, pour venir à bout de la rébellion, le pouvoir algérien a dû, comme au Maroc, faire de larges concessions aux revendications salafistes et, surtout, n'a jamais pu trouver de consensus en son sein sur le partage du pouvoir et de la rente. Cet immobilisme est malheureusement illustré par la permanence au pouvoir d'un Président Bouteflika supposé assurer l'équilibre entre les différents clans, mais de plus en plus affaibli et diminué et qui laisse planer l'hypothèque de désordres majeurs, voire d'une anarchie sanglante susceptible de s'étendre aux pays voisins s'il disparaît.

Reste le cas dramatique de la Syrie dont l'issue demeure incertaine mais dans tous les cas tragique. Quelles que soient les responsabilités des uns et des autres dans le drame syrien le fait est qu'aujourd'hui l'opposition politique au régime est totalement hétéroclite et fragmentée. Dispersée à l'étranger, essentiellement en Turquie, en France et au Qatar, elle est marginalisée au profit de la rébellion militaire. Et à l'intérieur de cette rébellion militaire les fondamentalistes sunnites djihadistes - souvent étrangers, soutenus financièrement et politiquement par les pétromonarchies et le gouvernement islamiste turc - ont très largement pris le pas sur les éléments locaux.

Compte tenu des composantes multiconnataires du pays, c'est vers une longue période de désordres, d'affrontements civils et peut être de partition territoriale qu'on se dirige. Quelle que soit l'issue du conflit et le résultat des interventions étrangères, l'étendue des destructions, l'intensité des contentieux civils, les fractures de l'appareil d'État conduisent inmanquablement et durablement vers l'établissement de zones grises ou incontrôlées quels que soient les efforts consentis de l'extérieur pour tenter d'y réimplanter un minimum d'ordre et d'administration.

Même si j'ai quelques idées personnelles là-dessus que j'ai longuement exposées dans différents articles, ouvrages et conférences², le problème n'est pas ici et maintenant de savoir si, comme certains l'affirment, les transitions démocratiques dans le monde arabe prendront dix ans ou cent ans. Il n'est pas non plus de savoir si l'islamisme politique est une étape indispensable ou inévitable sur le chemin de la démocratie, ni de savoir s'il y a des islamistes modérés et d'autres qui ne le sont pas, ni de savoir si les premiers qui seraient « bons » et qu'il faudrait donc soutenir constituent la meilleure garantie contre les seconds qui seraient « mauvais ».

À la lueur de mon expérience de quarante années au Moyen-Orient et au Maghreb, j'observe toutefois que la sacro-sainte trilogie des « 3M » (Money, Mobility, Market), par laquelle certains responsables de l'Union Européenne inspirés par les think tanks néo-conservateurs américains, pensent pouvoir accélérer et affermir les transitions démocratiques au sud de la Méditerranée, relève de l'illusion et consiste à mettre la charrue avant les bœufs. On réunira sans peine un consensus autour des transferts d'aides et de fonds. Mais abandonner une tutelle étroite sur la jeunesse et se rallier à des systèmes d'économie mondialisée et dérégulée va totalement à l'encontre des principes islamistes fondés sur l'autorité patriarcale et le mercantilisme protégé.

De toute évidence, il n'existe pas de solution univoque, rapide et infaillible aux déstabilisations induites par les révoltes dans le monde arabe. Pour ce qui nous préoccupe aujourd'hui le problème est de savoir si ces bouleversements en cours depuis plus de trois ans contribuent ou non à l'émergence de nouvelles menaces stratégiques ainsi qu'à l'enracinement ou au renforcement de menaces déjà existantes.

En ce qui concerne le terrorisme et la violence politique la réponse doit être nuancée. Le terrorisme djihadiste international - calqué sur le modèle « historique » d'al-Qaïda - est passé provisoirement entre 2011 et 2013 par une phase d'étiage révélatrice du fait que la violence djihadiste est parfaitement corrélée à la stratégie politique des Frères Musulmans.

Les concepteurs du terrorisme djihadiste ne sont pas des fous de Dieu. Ils mettent en œuvre les stratégies de rupture des Frères Musulmans théorisées dans les années 50 par Sayyid Qutb. L'idée était de rendre le monde musulman haineux vis-à-vis de l'Occident et haïssable par les Occidentaux, de façon à pouvoir y prendre le pouvoir et les rentes qui lui sont associées sans intervention extérieure. C'était le sens de l'activité violente dans la période 1990-2010 du

² - « Du printemps arabe à l'hiver islamiste » in « *La face cachée des révoltes arabes* », ouvrage collectif sous la direction de Éric Dénécé, Éditions Ellipses, Paris, 12/2012

- « Révoltes arabes : l'envers du décor » in « *Outre-Terre* », n° 29, Revue de l'Académie européenne de géopolitique, ouvrage collectif sous la direction du Pr. Michel Korinman, Paris, 10/2011.

Cheikh Omar Abderrahmane aux États-Unis, du groupe Ben Laden-Ayman Zawahiri et plus généralement dans le monde entier de l'ensemble des « Jamaa Islamiyyah » (les groupes islamiques) qui sont de fait le bras armé du « Tanzim Sirri », l'organisation secrète de l'association des Frères Musulmans dont sont issus la majeure partie des salafistes violents contemporains.

Mais à partir du moment où les Occidentaux eux-mêmes servent le pouvoir aux Frères sur un plateau et envisagent partout de leur confier l'encadrement des sociétés musulmanes, ils n'ont aucun intérêt à jouer la carte de la violence politique contre l'Occident. Le problème se reposera certainement quand leur gestion prédatrice et leurs erreurs politiques susciteront la contestation de leur hégémonie et l'inquiétude des Occidentaux. En attendant, c'est essentiellement les violences politiques locales, les guerres régionales et leurs éventuelles extensions internationales qui sont à redouter.

Car, à partir de l'été 2013, on assiste à une « refondation » et une réactivation du djihadisme sur des bases territorialisées et non plus internationales. C'est une évolution qui est essentiellement due au désengagement relatif du Qatar et de l'Arabie de leur soutien financier et logistique public aux Frères. Au Qatar, une révolution de palais feutrée a renversé l'émir et son activiste premier ministre Hamad ben Jassem qui entendait concurrencer l'Arabie sur le terrain de wahhabisme. La famille régnante a préféré recentrer ses activités financières sur des domaines plus immédiatement rentables que le soutien au djihadisme salafiste. En Arabie, le cabinet du roi Abdallah a été contrarié et inquiet de la posture politique du Président Morsi et Frères d'Égypte qui, non contents de ne pas remercier l'Arabie de ses largesses passées, n'ont pas hésité à lui témoigner méfiance et hostilité. Même si de nombreux financements privés en provenance des pétromonarchies continuent d'irriguer les réseaux djihadistes, le changement de posture politique des pétromonarchies face à leurs créatures qui leur mordaient la main a provoqué une mutation de la violence salafiste.

Al-Qaïda était un mouvement terroriste *stricto sensu*. C'était la scorie dégénérée de la guérilla qui avait opposé les moudjahidin islamistes internationaux soutenus par l'Occident aux occupants soviétiques en Afghanistan. Le mouvement de Ben Laden était un groupe restreint ayant une stratégie globale d'opposition à l'Amérique et ses alliés arabes qui avaient abandonné les volontaires arabes sur le terrain, mais pas de tactique définie. Elle mettait en œuvre des non-professionnels de la violence sacrificiels introduits au cœur des sociétés adverses en vue d'y commettre des attentats aveugles comme ils pouvaient, où ils pouvaient, quand ils pouvaient, pourvu que la violence soit spectaculaire, médiatisée et porte la signature et le message de la mouvance.

L'État Islamique en Irak et au Levant (EIL) est, au contraire, une véritable armée de professionnels de la violence avec un chef, une mission, des moyens, des uniformes ou des signes de reconnaissance, un agenda et des objectifs précis dans un espace limité dont il entend bien s'approprier le contrôle territorial pour s'y installer durablement en vue d'y trouver les ressources de substitution au soutien défaillant des monarchies du Golfe. Le seul fait de se désigner sous le nom d'État montre bien que ses responsables entendent se donner un ancrage institutionnel et géographique. Ce n'était pas du tout le cas de Ben Laden, au moins dans sa version finale des années 1998-2001 qui prônait et mettait en œuvre une violence psychotique déterritorialisée contre le monde entier.

De fait, la seule véritable filiation d'Al-Qaïda se retrouve actuellement dans quelques groupuscules restreints au Sud Yémen ou en Syrie et disposant de possibilités opérationnelles réduites. Ailleurs, Boko Haram, les Shebab somaliens, les Talibans afghans et pakistanais, Aqmi ou le Mujao au Sahel fonctionnent sur le même modèle que l'État Islamique au Levant. Ils ont entrepris des opérations de guérilla ou de guerres quasi-conventionnelles de conquête territoriale contre les pouvoirs locaux et, le cas échéant, contre leurs alliés extérieurs venus en renfort. C'est ainsi que tout ressortissant d'un pays belligérant capturé sur le terrain est considéré comme ennemi et traité comme tel avec l'étalage médiatique monstrueux destiné à impressionner les opinions publiques. Mais, malgré quelques menaces tonitruantes, ces groupes semblent à ce jour

n'avoir ni la volonté ni, surtout, la capacité opérationnelle de porter le fer au sein des sociétés occidentales même si certains volontaires étrangers – en particulier français – essayent de se valoriser auprès de la « hiérarchie » en tentant de mobiliser des volontaires de la violence dans leur pays d'origine. De même, les rodomontades d'Aqmi formulées contre la France à l'occasion de son intervention au Mali et complaisamment relayées par la presse sont à ce jour restées sans effet. C'est seulement quand ils perdront pied sur le terrain, comme Al-Qaïda en Afghanistan dans les années 90, que ces mouvements territorialisés présenteront le risque terroriste international et aveugle inhérent à toute guérilla dégénérée. Nous devons nous y préparer car aucune structure à vocation d'État ne peut exister durablement sur la seule base du pillage, du racket et des trafics en tous genres.

En attendant, une chose est certaine : si la communauté internationale continue à les considérer l'arme au pied ou à ne leur opposer que des ripostes cosmétiques, les salafistes s'attacheront, pour finaliser leur conquête du pouvoir ou l'asseoir solidement, à éliminer - au besoin physiquement - toute forme d'opposition, de contestation éventuelle – en particulier démocratique -, d'hétérogénéité religieuse, ethnique ou culturelle. C'est le sens de l'action des Frères depuis près de 30 ans au Soudan, des milices djihadistes en Irak ou en Syrie, au Yémen ou en Libye, en Somalie ou au Sahel. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire les attentats quotidiens en Égypte, les assassinats politiques en Tunisie, les massacres de masse en Irak et en Syrie. Dans une telle configuration, le reste du monde - et en particulier l'Occident - n'est menacé que dans la mesure où il intervient dans le jeu et sur le terrain comme la France le fait en ce moment au Sahel ou en Irak.

En marge des phénomènes de violence politique et de façon moins immédiatement perceptible mais tout aussi préoccupante, le délitement de nombreux États d'Asie occidentale et d'Afrique laisse le champ libre aux trafics ainsi qu'aux acteurs et aux circuits de l'économie délinquante. L'arc de crise du Mashrek, qui épouse grosso modo les limites d'un « croissant fertile » qui s'étend en demi cercle du Chatt al-Arab au sud de l'Irak jusqu'au golfe d'Akaba en passant par la Mésopotamie, le nord et l'ouest de la Syrie, le Liban et l'ensemble jordano-palestinien est devenu la zone du monde où se trouve concentrée la plus importante quantité d'armes légères et semi-lourdes détenues par des particuliers sans aucun contrôle d'État. Le nombre de ces armes est évalué à plusieurs centaines de milliers et le terme « léger » pour les qualifier est d'ailleurs inapproprié puisque cet arsenal va des simples armes de poing jusqu'aux canons sans recul, canons monotubes ou bitubes anti-aériens, mortiers, lance-missiles et lance-roquettes de tous calibres en passant par toute la gamme des fusils d'assaut, fusils de précision, fusils-mitrailleurs et mitrailleuses lourdes de calibre 500 (12,7mm) et 800 (20mm), sans préjudice des matériels « consommables », munitions de tous calibres, grenades et mines antipersonnelles.

Toutes ces armes sont actuellement utilisées par les différentes factions rebelles ou loyalistes qui se disputent le contrôle du terrain en Irak, en Syrie, en Libye et au Liban, mais il est clair que toute tentative réussie de stabilisation et de reconstruction durable d'autorités étatiques dans la région posera le problème de leur récupération et de leur recyclage. L'expérience acquise au cours de différents conflits civils au Liban, dans la Corne de l'Afrique, dans les Balkans, en Afghanistan prouve que c'est une entreprise difficile à mettre en œuvre et peu couronnée de succès sauf à rétablir un appareil d'État extrêmement autoritaire pratiquant des formes de contrôle inquisitrices et invasives. D'une manière générale, à l'issue définitive ou provisoire de ce genre de conflit, les organisations ou individus armés n'acceptent de restituer à titre symbolique que des armes endommagées ou inutilisables, conservant par devers eux leur potentiel utile soit dans la perspective toujours possible d'une reprise du conflit, soit dans la perspective de se constituer un capital négociable mis à la vente dans les circuits de trafiquants pour alimenter d'autres conflits ou dans les circuits mafieux qui fournissent les réseaux du grand banditisme dans les pays européens de l'ouest et de l'est. De ce dernier point de vue, la dernière boutade à la mode dans les milieux de la lutte anticriminalité affirmant que « ceux qui ont aimé

les Balkans vont adorer la Syrie » n'est pas faite pour rassurer quand on sait que la plupart des fusils d'assaut et lance-roquettes utilisés ces dernières années dans des opérations criminelles en Europe communautaire provenaient de différents pays de l'ex-Yougoslavie.

La culture et la commercialisation des stupéfiants constituent dans la zone un autre sujet de préoccupation à plus long terme. La vallée de la Békaa au Liban est déjà connue pour son abondante production de haschich et de pavot. En Syrie, la région du Gharb (vallée irriguée de l'Oronte), la région centrale du pays située entre Homs et Hama, et, à l'est, la vallée de l'Euphrate (Djézireh qui se prolonge en Irak), constituent des terrains tout aussi favorables à la culture des stupéfiants. Elles ont été jusqu'ici assez peu utilisées à cette fin, les pouvoirs en place y voyant des sources d'ennuis potentiels importantes et ne consentant à fermer les yeux que sur quelques activités marginales profitant à des éléments très proches du régime et assez facilement identifiables et « traçables ».

Là encore il est évident que la désagrégation des pouvoirs d'État jointe aux importantes destructions du tissu économique et des échanges ne pourra que stimuler de façon spectaculaire les cultures illicites dont les plus values et retours sur investissements sont sans commune mesure avec les cultures vivrières actuellement pratiquées par les agriculteurs de la région. Le risque est d'autant plus grand que les circuits d'exportation et de commercialisation existent déjà à l'échelle mondiale à travers les réseaux commerçants distribuant la production afghane et ceux déjà établis et souvent opaques de grandes familles de « cités trafiquantes » syriennes comme Salamiyyeh (région de Homs) ou Soukhné (région de Palmyre) dont les extensions sont représentées en Europe et dans l'ensemble nord et sud du continent américain. L'entreprise sera d'autant facilitée que le Levant n'est pas, comme l'Afghanistan, enclavé, entouré de puissances hostiles et à l'écart des routes traditionnelles du commerce. Il dispose de débouchés aériens, terrestres et maritimes très empruntés et il est déjà un point nodal très actif et incontournable d'échanges entre l'ensemble du continent européen et ses fournisseurs et clients de la péninsule arabique.

Enfin, le Levant demeure historiquement le « bout de la route » de toutes les migrations asiatiques par voie terrestre vers l'ouest. Pour aller au-delà de cette limite matérialisée par la Méditerranée et les cols de la chaîne montagneuse du Taurus afin de rallier l'Europe ou les Amériques, il faut effectuer un passage maritime au départ des ports libanais ou syriens ou entreprendre au départ de la passe de Bab el-Hawa (au nord-ouest d'Alep) une traversée longue, risquée et coûteuse de la moitié du territoire turc pour atteindre les côtes grecques.

C'est ainsi qu'à partir des années 80, toute la côte orientale de la Méditerranée, de Beyrouth jusqu'à Iskenderun en passant par Lattaquieh, a vu se développer des réseaux criminels d'organisation et d'exploitation de migrations clandestines des réfugiés de la violence ou de la misère de tout le sud-ouest asiatique : Afghans, Pakistanais, Sri-Lankais, Tamouls, Béloutches, Kurdes, etc. En ce qui concerne la France, cette situation a culminé en février 2001 avec l'accostage en baie de Fréjus du cargo East Sea transportant dans des conditions innombrables 900 migrants irréguliers kurdes rançonnés par des passeurs de la zone turco-syrienne.

Le phénomène a pu être en partie jugulé par concertation entre les différents services de sécurité européens, les autorités turques et les services de police et d'immigration syriens. L'effondrement du système sécuritaire syrien, l'éventuelle partition du pays en entités appauvries et rivales, l'instauration qui semble devoir être durable de zones de non droit livrées au pillage et aux destructions par des bandes armées évoluant - comme au Sahel - aux limites incertaines de l'extrémisme politico-religieux et du grand banditisme, aura nécessairement comme conséquence une résurgence des problèmes de migrations clandestines et de trafic des êtres humains.

Les professionnels institutionnels de la sécurité et du renseignement n'ont aucune légitimité à suggérer des orientations politiques, à porter des jugements sur les choix de gouvernance et encore moins à en définir les principes. Leur devoir et leur raison d'être est de tenter d'apporter aux décideurs légitimes les clefs nécessaires pour « voir loin », comprendre et anticiper les menaces, prévoir les effets pervers à long terme de situations apparemment satisfaisantes à court terme, contribuer de façon aussi pertinente que possible à des choix et des décisions dont les options sécuritaires ne sont que l'un des nombreux paramètres. On peut ne pas suivre leurs avis mais il serait dangereux de ne pas les entendre.

Les professionnels de la sécurité ne sont jamais optimistes. Leur vocation n'est pas de décrire le cheminement des longs fleuves tranquilles mais les soubresauts des torrents aux caprices tumultueux et potentiellement dévastateurs. C'est sous cette seconde forme qu'apparaissent aujourd'hui les « Printemps arabes » au Moyen Orient. S'ils ont permis de laisser s'exprimer des exaspérations légitimes, ils n'ont à ce jour accouché d'aucun progrès politique ou humain et sont au contraire lourds de contradictions, de dénis de liberté, de détournements de démocratie, de mépris des destins individuels, de violences aveugles, de crimes de guerre et de crimes tout court dont nous aurions tort de nous croire à l'abri parce que nous en courtisons les inspireurs toute honte bue et sans la moindre pudeur.